

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE

301 route de Garonne
47390 Layrac

Références : PV/CM/UbD24-47/2026-074
Code AIOT : 0005208027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté PLAINE DU ROC VILLENEUVE SUR LOT 47300 Ledat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'une action régionale de contrôle ciblant les produits chimiques détenus au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- PLAINE DU ROC VILLENEUVE SUR LOT 47300 Ledat
- Code AIOT : 0005208027
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société Nexstone sur le territoire de la commune de Le Lédats accueille une centrale d'enrobage et des installations de traitement de matériaux minéraux. Ces activités sont autorisées par arrêté préfectoral n°96-1798 du 30 juillet 1996.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la modification apportée au site, l'exploitant est tenu de transmettre à Monsieur le préfet

l'ensemble des éléments d'appréciation de ladite modification. L'inspection rappelle que toute modification doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation. Dans le cas où l'activité d'enrobage serait mise à l'arrêt définitivement, il procède à la cessation d'activité de la rubrique 2521 selon les règles de procédure de l'autorisation.

Concernant les produits chimiques/dangereux, les non-conformités suivantes ont été constatées :

- l'interdiction de fumer n'est pas affichée à proximité des stockages, au moins un contenant n'est pas pourvu de bouchon ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un registre des produits dangereux détenus ni d'un plan général des stockages, lesquels sont à tenir à la disposition des services d'intervention et de secours.

Le détail des demandes et des délais de mise en conformité est indiqué dans les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2013, article L.511-2
Thème(s) : Situation administrative, rubriques et régimes de classement ICPE
Prescription contrôlée : Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
Constats : L'installation d'enrobage est démantelée. L'exploitant indique que l'activité n'est plus exercée depuis le 30/09/2025. Les autres activités classées du site sont maintenues. Il déclare souhaiter conserver le bénéfice de son autorisation au titre de la rubrique 2521 de la nomenclature des installations classées pour accueillir une installation d'enrobage mobile. L'inspecteur l'informe qu'après 3 années d'inactivité au titre de la rubrique 2521, l'autorisation pour cette même rubrique est caduque et qu'il lui revient alors de procéder à la cessation d'activité définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. L'exploitant précise qu'il se positionnera sur le maintien ou la cessation de l'activité d'enrobage prochainement, après consultation du groupe Colas. L'information du démantèlement de la centrale d'enrobage n'a pas été portée à la connaissance de Monsieur le préfet de Lot-et-Garonne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de porter à la connaissance de Monsieur le préfet le démantèlement de son installation d'enrobage, en détaillant notamment la destination des

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

L'inspecteur constate que l'exploitant applique les dispositions de la FDS de la graisse "Multis complex EP 2" :

- pour la rubrique 5 "Mesure de lutte contre l'incendie" en disposant d'un extincteur à poudre à proximité du stockage ;
- pour la rubrique 6 "Mesures à prendre en cas de déversement" en disposant d'absorbants ;
- pour la rubrique 7 "Manipulation et stockage" en maintenant les contenants fermés hermétiquement.

L'interdiction de fumer, prévue par la rubrique 7, n'est pas affichée au niveau des stockages.
Un broc d'huile pour broyeur "EP150" n'est pas équipé d'un bouchon.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 37.5 du règlement européen du 18 décembre 2006.

Le site est doté de boudins de confinement prévus en cas de déversement de carburant, de sable et d'une pelle, ainsi que de kits antipollution à proximité des stocks d'huiles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant affiche l'interdiction de fumer à proximité des stockages de produits conformément à leur fiche de données de sécurité.

Il s'assure que tout récipient de produit susceptible de créer une pollution est fermé en permanence.

Ces actions sont réalisées dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

<p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les liquides susceptibles de créer une pollution sont stockés sur rétention. Chacune de ces rétentions est dotée d'une affiche indiquant le volume maximal de stockage pouvant y être disposé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de grilles d'incompatibilité affichées dans les zones de stockage. La grille d'incompatibilité affichée dans le hangar figure des pictogrammes qui sont obsolètes.</p> <p>Par sondage, l'inspecteur ne constate pas l'association de produits incompatibles sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre informatisé de la quantité de carburants. Il n'est pas en mesure de présenter un registre des autres produits dangereux accompagné d'un</p>

<p>plan général des stockages.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3.3 de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant établit un registre des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages, et ce dans un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>